

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER**

☎ 05.56.73.29.26



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 20 DÉCEMBRE 2018
D20122018/160**

PRESIDENT :

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Gilles COUTREAU, Laurent PEYRONDET, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD, Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL, Jacques BIDLUN, Pierre JACOB, Alain BOUCHON, Marie LASSERRE, Pascal ABIVEN, Barbara FRANCOIS, David LAFOSSE, Hervé CAZENAVE, Jérémy BOISSON, Jean-Jacques LAOUE, Bernard BESSAC, Gilles CHAVEROUX, Bernard LOMBRIL, Anne WISNIEWSKI, Tony TRIJOLET, Marie-Dominique SAINT-MARTIN, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Jean Luc PIQUEMAL (pouvoir à Marie-Dominique SAINT MARTIN)
Pascale MARZAT (pouvoir à Laurent PEYRONDET)
Sylvie LAVERGNE (pouvoir à Jérémy BOISSON)
Marie-Hélène GIRAL (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Dominique FÉVRIER, Isabelle LAPALU, Michel BAUER, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG, Dominique JOANNON (suppléante)

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire

Membres suppléants :

Geneviève CHAUSSIER,

SECRETAIRE DE SEANCE :

Anne WISNIEWSKI

Objet : AVIS SUR LE SRADDET

Rapporteur : Franck LAPORTE, 2^{ème} Vice-président

Vote : UNANIMITE

La loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015 (NOTRe) renforce le rôle des Régions en matière d'aménagement du territoire en leur confiant l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires : le SRADDET.

Ce document a pour objectif de définir les grandes priorités d'aménagement du territoire régional et d'assurer la cohérence des politiques publiques concernées. Ce schéma transversal est un projet stratégique pour la région. Il contribue à sa construction et au renforcement de son attractivité, tout en respectant la diversité des territoires qui la composent.

Par un courrier en date du 22 octobre dernier, le Président de la Région Nouvelle Aquitaine sollicite l'avis de la Communauté de Communes, en tant que Personne Publique Associée, concernant le projet de SRADDET avant son arrêt.

A ce titre, il convient de rappeler que le SRADDET détermine des objectifs à moyen et long termes dans plusieurs domaines : équilibre et égalité des territoires, implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, désenclavement des territoires ruraux, habitat, gestion économe de l'espace, intermodalité et développement des transports, maîtrise et valorisation de l'énergie, lutte contre le changement climatique, pollution de l'air, protection et restauration de la biodiversité, prévention et gestion des déchets, voies et axes routiers qui constituent des itinéraires d'intérêt régional, desserte numérique.

La Région Nouvelle-Aquitaine a choisi d'intégrer également les questions de développement économique, de formation, d'enseignement supérieur, de santé, ... et de bien veiller à l'articulation du SRADDET avec les démarches déjà lancées sur ces thématiques. Le SRADDET va donc intégrer les schémas existants : le schéma des transports (SRIT), les schémas air, énergie et climat (SCRAE), le schéma de cohérence écologique (SRCE), le plan régional de gestion des déchets (PRPGD)

Le document du SRADDET comprend 3 parties :

- un rapport comprenant une synthèse de l'état des lieux de l'aménagement du territoire, des enjeux, de la stratégie régionale et des objectifs (à moyen et long terme) que se fixe la Région,
- un fascicule comportant les règles générales qui contribueront à la réalisation de ces objectifs,
- des annexes avec notamment une carte synthétique des objectifs, de valeur indicative, et le rapport des incidences environnementales.

Le SRADDET sera opposable aux documents d'urbanisme : Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Cartes Communales, Plans de Déplacement Urbain (PDU), Chartes de Parcs Naturels Régionaux, Plans Climat-Air-Energie Territoriaux (PCAET). Ces documents d'urbanisme devront prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatibles avec ses règles générales.

Au stade de la définition des objectifs du SRADDET, la Communauté de Communes Médoc Atlantique souhaite formuler les observations qui suivent, de sorte à ne pas marginaliser les SCOT de la Pointe du Médoc, des Lacs Médocains, et plus généralement du Médoc.

S'agissant des nouveaux aménagements routiers, la Communauté de Communes souhaite que soit expressément mentionner la liaison Bordeaux/Le Verdon, parce qu'elle :

- structure la desserte routière du Médoc,
- détermine l'avenir du Port de Bordeaux, avec le terminal du Verdon sur Mer,
- et contribue à l'accès à des stations emblématiques du littoral médocain (Hourtin, Montalivet, Grayan et L'Hôpital, Soulac sur Mer).

De plus, l'amélioration de la desserte ferrée doit également intégrer la liaison Bordeaux/Le Verdon, dans les mêmes termes et pour les mêmes raisons de mobilité de la population résidente et touristique, ainsi que la desserte du terminal portuaire. En matière de transport de personnes, une liaison rapide entre la Métropole et Soulac/Le Verdon via Lesparre, doit être étudiée, de sorte à prévoir depuis ces arrêts, un report modal organisé par les Communautés de Communes.

Le développement d'une stratégie estuarienne et portuaire entre les différentes entités de Bordeaux Port Atlantique, doit comporter la mention du terminal du Verdon sur Mer, en tant que « terminal conteneurs du Sud-Ouest » figurant dans le projet stratégique du Port de Bordeaux.

Quant aux règles générales et à la maquette du rapport d'objectifs soumises à concertation publique, plusieurs formulations ont attiré notre attention.

Tout d'abord, l'objectif stratégique 2.1 « Allier économie d'espace, mixité sociale et qualité de vie en matière d'urbanisme et d'habitat » et son objectif opérationnel « Réduire de 50 % la consommation d'espace, par un modèle de développement économe en foncier » concentre l'inquiétude des territoires péri-urbains ou ruraux. En effet, l'insertion de cette référence à un objectif chiffré de réduction de la consommation d'espace à l'échelle régionale apparaît inappropriée, gravement pénalisante pour notre territoire où un effort de réduction très sensible avait été opéré par le SCOT de la Pointe du Médoc en 2011 et celui des Lacs Médocains en 2012. Cet objectif chiffré semblerait contraire à l'esprit de la rédaction de l'article L 121-1 du Code de l'urbanisme qui confie aux SCOT, et non au SRADDET, le soin de déterminer les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels et agricoles ou forestiers. D'appréciation par essence subjective, cette référence ne peut être appliquée de manière uniforme sur le territoire régional en raison du fait que certains SCoT antérieurs au SRADDET prévoient, d'ores et déjà, un objectif chiffré. Ils se verraient pénalisés par une contrainte supplémentaire disproportionnée. Or, le besoin et les caractéristiques des différents territoires composant la région doivent être pris en considération pour définir cet objectif chiffré et précis de consommation d'espace, à un niveau infra-régional et à l'échelle des bassins de vie locaux. Dans le cas contraire, le SRADDET conduirait à nier la compétence des territoires de Nouvelle Aquitaine, en matière d'aménagement du territoire et d'élaboration subséquente des SCOT et à étouffer ceux qui ont déjà largement mis en œuvre cet objectif.

La Communauté de Communes demande donc expressément à la collectivité régionale de laisser au SCOT le soin de définir leur besoin en termes de consommation d'espace.

Ensuite, l'objectif 3.1 « Renforcer les liens entre les villes, la métropole et les territoires ruraux » interpelle la Communauté de Communes sur les liaisons de tous ordres (routière, numérique, ferroviaire, ...) entre la métropole et les plages médocaines, en particulier celles des communes de Le Porge, de Lacanau, de Carcans, qui connaissent une saturation en période estivale, d'autant plus que ces zones balnéaires sont intégrées ou mitoyenne de la couronne du grand pôle urbain que constitue la métropole bordelaise. A ce titre, il apparaîtrait pertinent d'étudier parallèlement un renforcement des infrastructures routières et lancer une réflexion sur l'intermodalité et sur des modes de transports collectifs, organisés depuis la Métropole vers les plages médocaines assidûment fréquentées par les métropolitains.

Enfin, l'objectif 3.3 « Optimiser les offres de mobilité, la multimodalité et l'intermodalité » doit à notre sens pleinement embrassé la question du franchissement de l'Estuaire, où un grand Pôle urbain, la Communauté d'Agglomération de Royan, fait face à un vaste espace rural et littoral, la Communauté de communes Médoc Atlantique. Dans ces conditions et à court terme, le renforcement de la mobilité maritime entre les deux rives de l'Estuaire doit être envisagée par le prisme de l'amélioration du niveau de service rendu aux usagers des passages d'eau et de son attractivité tarifaire, afin de limiter l'enclavement géographique et social du Nord de la Presqu'île médocaine. Par ailleurs, la demande de création de navettes fluviales rapides entre Royan et Bordeaux, formulée par la Communauté d'agglomération de Royan peut également permettre d'atteindre cet objectif, à condition d'élargir le périmètre du service aux deux rives estuariennes à certaines heures de la journée. A plus long terme, le franchissement par un ouvrage multifonction (franchissement, prévention des inondations, production d'énergies renouvelables) mérite, a minima, la conduite d'une étude d'opportunité et de faisabilité socio-économique, afin de permettre d'assurer aux habitants du Nord Médoc un accès facilité à des services éducatifs, socio-éducatifs, sanitaires, commerciaux et récréatifs, tout au long de l'année. Situé au barycentre de la Nouvelle Aquitaine, l'Estuaire de la Gironde doit désormais être appréhendé comme une voie de communication et d'échanges entre deux rives, plutôt qu'une frontière naturelle.

Au total, la Communauté de Communes sollicite la région Nouvelle Aquitaine pour la prise en compte des éléments suivants :

- L'affirmation de la RD 1215 comme axe structurant de la presqu'île médocaine, en matière de mobilité et d'économie,
- L'amélioration de la desserte ferroviaire de la presqu'île médocaine,
- Le soutien aux démarches de modernisation et de renouvellement des accueils touristiques, adaptées aux problématiques de gestion du trait de côte et aux conséquences du réchauffement climatique,
- La mention de l'avant-port du Verdon comme élément de structuration d'une stratégie de développement portuaire coordonnée au niveau régional,
- Le renvoi aux SCOT, le soin de déterminer l'objectif de consommation d'espace, défini en fonction des spécificités de fonctionnement propre à chaque bassin de vie local,
- L'optimisation de la desserte routière actuelle des plages médocaines par la RD 6, tout en anticipant des modes de déplacement alternatif et collectif, depuis la métropole bordelaise vers les stations balnéaires de Lacanau et Carcans,
- L'augmentation des rotations du service des bacs amphidromes et l'optimisation des tarifs du service des passages d'eau, voire la création d'un service de navettes fluviales rapides entre Royan, Le Verdon sur Mer et Bordeaux,
- La réalisation d'une étude d'opportunité et de faisabilité socio-économique du franchissement par un ouvrage multifonction (franchissement, prévention des inondations, production d'énergies renouvelables)
- L'organisation d'un échange avec l' élu Régional en charge de l'élaboration du SRADDET.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau du 06/12/2018, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- de solliciter la Région Nouvelle Aquitaine pour la prise en compte des éléments suivants :
 - L'affirmation de la RD 1215 comme axe structurant de la presqu'île médocaine, en matière de mobilité et d'économie,
 - L'amélioration de la desserte ferroviaire de la presqu'île médocaine,
 - Le soutien aux démarches de modernisation et de renouvellement des accueils touristiques, adaptées aux problématiques de gestion du trait de côte et aux conséquences du réchauffement climatique,
 - La mention de l'avant-port du Verdon comme élément de structuration d'une stratégie de développement portuaire coordonnée au niveau régional,
 - Le renvoi aux SCOT, le soin de déterminer l'objectif de consommation d'espace, défini en fonction des spécificités de fonctionnement propre à chaque bassin de vie local,
 - L'optimisation de la desserte routière actuelle des plages médocaines par la RD 6, tout en anticipant des modes de déplacement alternatif et collectif, depuis la métropole bordelaise vers les stations balnéaires de Lacanau et Carcans,
 - L'augmentation des rotations du service des bacs amphidromes et l'optimisation des tarifs du service des passages d'eau, voire la création d'un service de navettes fluviales rapides entre Royan, Le Verdon sur Mer et Bordeaux,
 - La réalisation d'une étude d'opportunité et de faisabilité socio-économique du franchissement par un ouvrage multifonction (franchissement, prévention des inondations, production d'énergies renouvelables)
 - L'organisation d'un échange avec l'élu Régional en charge de l'élaboration du SRADDET.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 29

Nombre de suffrages exprimés : 33

Vote : Pour : 33 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 20 DÉCEMBRE 2018



LE PRÉSIDENT,

Xavier **PINTAT**
Maire de Soulac-sur-Mer
Sénateur Honoraire de la Gironde